



## Déclaration UNSA Éducation au CDEN de l'Eure

**Mercredi 26 novembre 2025**

Madame la Directrice académique, Monsieur le Préfet, Madame la Vice-présidente du Conseil général, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

En ce CDEN dit « Bilan de rentrée », l’Unsa-Education souhaite d’abord rappeler avec force une réalité que nous avons partout constaté dans les écoles et les établissements :

**les équipes sont déjà épuisées**, et la plus grande partie de l’explication se trouve dans la charge de travail qui ne cesse de s’alourdir, alors que les moyens ne cessent de diminuer.

D’après les résultats nationaux du baromètre des métiers de l’Unsa Education en 2025 (plus de 53 000 répondants), 58% jugent leur charge de travail excessive, un manque de reconnaissance et des délais trop courts : on monte à 61% pour les IA-IPR, 63% pour les enseignants, 71% pour les directeurs d’école, 75% pour les personnels de direction, 80% pour les IEN et 100% pour les médecins. **Alarmant !**

Malgré tout, le service public d’éducation tient encore, grâce à l’engagement, à la créativité, et à l’humanité de ses personnels.

Le ministère demande de porter une politique publique entière, mais sans fournir la capacité réelle de mise en œuvre, et parfois même sans explication ou sans dispositif clairs de mise en place ou de retours institutionnalisés.

Santé mentale, dispositif pHARé, égalité professionnelle, plan pluriannuel d’orientation, fille-maths, évaluations nationales, portable, I.A…

De grands plans nationaux, très visibles. Mais sur le terrain, les agents se retrouvent pris dans des formations bricolées, chronophages, et sources d’écueils dans la pratique. D’ailleurs nous nous demandons si les établissements privés mettent en oeuvre ces différents protocoles et dispositifs... ?

Cette situation nourrit une perte de confiance entre les personnels et leur hiérarchie, parce qu’entre les bonnes intentions affichées et le quotidien vécu, l’écart se creuse. Et **cette perte de confiance et de sens** dépasse aujourd’hui largement notre ministère : elle touche la parole même de l’Etat.

L'école n'est pas un monde isolé : elle reflète une société fragilisée, traversée par la défiance et la violence. Les éléments chiffrés que sont vos indicateurs, tel le P/E (qui reste d'ailleurs tout de même le ratio le plus élevé de tous les pays d'Europe et de l'OCDE), masquent les difficultés liées à la violence sociétale qui touche aujourd'hui tous nos territoires et dont nos publics accueillis se font l'écho.

Face à cela, nous appelons à une politique éducative ambitieuse, basée sur la coéducation : **école, santé, social, collectivités locales doivent agir ensemble**. Car si nous sommes bien conscients de la perte d'élèves dans notre département cette année, nous affirmons à l'Unsa Education que la baisse démographique pourrait permettre de faire mieux, de passer par une nouvelle modalité de calcul des besoins en raisonnant en nombre de personnels par type de compétences nécessaires à la réussite des élèves.

Cela doit donc inclure les moyens d'enseignement, d'éducation (CPE, AED...) et d'accompagnement (AESH, Rased, PsyEN, professionnels de santé scolaire...). Ces personnels sont **les piliers invisibles et néanmoins incontournables** de la réussite de nos élèves.

Le rapport final de la convention citoyenne tout juste rendu public, met en lumière, les freins à la réussite et au bien-être des élèves que les personnels de l'Éducation nationale constatent chaque jour, tous métiers confondus. Ses propositions vont dans le sens d'une amélioration du modèle actuel.

Mais il serait illusoire de les examiner sans les mettre en regard des choix éducatifs gouvernementaux de ces dernières années, trop souvent à rebours des besoins exprimés, et d'un contexte budgétaire extrêmement dégradé.

La quasi-totalité des mesures nécessite une évaluation d'impact sur les personnels, aujourd'hui sous-payés, sur-sollicités et dont les conditions de travail ne permettent tout simplement pas d'envisager des transformations de cette ampleur. Sans revalorisation, comment obtenir l'adhésion indispensable des équipes ?

En somme, le rapport ouvre quelques pistes intéressantes, mais leur mise en œuvre exige un cap politique clair, des moyens à la hauteur et une prise en compte sérieuse de la réalité des personnels. Sans cela, aucune transformation durable ne sera possible.

Les députés qui débattent du projet de loi de finances pour 2026 envisagent près de 4 000 suppressions de postes au bas mot, une baisse des crédits de formation, des coupes dans les dotations culturelles...

Ainsi, la préparation de la prochaine rentrée s'oriente déjà vers une aggravation du manque criant de personnels et de moyens, et pourrait franchir **un seuil critique** de détérioration des conditions d'apprentissage des élèves et d'exercice des personnels.

**Conditions matérielles** : État des locaux et du bâti scolaire nécessitent une rénovation énergétique de grande ampleur, un travail sur la qualité de l'air, les espaces verts, la sécurité et l'accès aux équipements (numérique, sport, science).

Localement, la dotation horaire globale baisse encore cette année. Comment peut-elle être appliquée sans dégrader un peu plus les conditions de tous ?

Dans un contexte où la perte d'attractivité des métiers de l'éducation atteint un niveau inédit, où les difficultés de recrutement s'aggravent d'année en année, où l'absence de reconnaissance financière est une réalité établie (promesses de revalorisation non tenues, gel continual du point d'indice, suppression de la GIPA, prélèvement quotidien de 10 % en cas d'arrêt maladie...), nous pensons à l'Unsa Education que ces choix budgétaires et ce refus de changer de cap s'apparentent à un sabordage.

**Nous sommes tous en détresse**, et si nous continuons à assurer notre rôle de protecteurs auprès de nos élèves, à porter le syndrome du sauveur, consciemment ou parfois même inconsciemment, notre employeur doit lui aussi nous protéger concrètement.

Notre ministre lui-même a qualifié la situation de l'école « particulièrement préoccupante »... L'Unsa Education est prête à dialoguer sincèrement, car c'est en respectant une parole donnée que la confiance peut être restaurée, c'est en respectant les personnels et en **leur donnant les moyens en adéquation avec les ambitions affichées** dans les médias que nous pouvons construire ensemble l'école que notre République mérite et dont elle a plus que jamais besoin pour exister.

Mais un vrai dialogue se joue à 2.

Notre bilan et nos perspectives sont bien moroses, car de plus notre pays s'enfonce dans une politique obscurément populiste. **Notre seul rempart efficace à long terme est un haut niveau d'éducation**, cependant quelle énergie collective va-t-il nous rester pour lutter contre ce péril qui sacrifiera et nos valeurs républicaines, et l'avenir de notre jeunesse ?

Nous vous remercions pour  
votre écoute et votre attention.